

PARCOURS SUR LE FIL



DE LA VIE

AFP IMAGEFORUM



Explorer les mécanismes qui font que certains individus s'adaptent mieux que d'autres à l'évolution de la société, c'est la mission du Pôle de recherche national LIVES. Etat des lieux après deux ans d'activité

Les couples, tout comme les personnes âgées, ne sont pas tous égaux face aux aléas de l'existence. Face à la maladie ou au vieillissement, certaines stratégies semblent toutefois plus payantes que d'autres

Malgré sa bonne santé générale, l'économie suisse n'échappe pas aux profondes transformations qui affectent la structure des métiers. Un processus inéluctable qui ne fera pas que des gagnants

Dossier réalisé par
Anton Vos et Vincent Monnet

CERNER LA VULNÉRABILITÉ

Après deux ans d'activités, les premiers résultats du Pôle de recherche national LIVES montrent que le parcours de vie des Suisses oscille entre persistance des cadres culturels classiques et apparition de nouvelles formes d'inégalités. Entretien croisé avec Dario Spini et Michel Oris, respectivement directeur et codirecteur du Pôle

La Suisse est un pays riche. Mais est-ce un pays où l'on est heureux? Les statistiques permettent en tout cas d'en douter puisque huit personnes sur dix disent souffrir du stress, tandis qu'une sur dix vit en dessous du seuil de pauvreté et qu'un couple sur deux finit par divorcer. Explorer les failles du système mais aussi les mécanismes qui font que certains individus s'adaptent mieux que d'autres à l'évolution de la société, c'est justement la mission du Pôle de recherche national LIVES (Surmonter la vulnérabilité: perspective du parcours de vie). Etat des lieux, deux ans après son lancement, avec Dario Spini et Michel Oris, respectivement directeur et codirecteur du Pôle.

LIVES est le seul Pôle de recherche national (PRN) entièrement dédié aux sciences sociales qui ait été retenu par la Confédération lors de la dernière mise au concours. Pouvez-vous en rappeler les principaux objectifs?

DARIO SPINI: Sous l'impulsion de différents facteurs, qui vont de la mondialisation de l'économie à l'allongement de la durée de la vie en passant par la fragilisation des repères familiaux, religieux ou identitaires, le monde – et par extension la société suisse – change aujourd'hui très rapidement. Et cette évolution, qui s'accompagne de l'apparition de nouvelles formes de pauvreté, se fait à un rythme que le système législatif, socio-santitaire et socio-éducatif ne peut pas suivre. Notre premier objectif est donc d'identifier, pour toutes les étapes de la vie et par le biais d'une approche pluridisciplinaire, les zones où les individus et les institutions dysfonctionnent. Il ne s'agit pas de donner des leçons, mais de combler le vide de données sur les populations vulnérables, objet peu étudié dans un pays de tradition libérale où l'Etat est peu enclin à s'immiscer dans la vie privée des individus.

MICHEL ORIS: Nous ne partons pas de rien. Les recherches que nous menons dans le cadre de LIVES constituent l'aboutissement du travail de deux générations de chercheurs sur le parcours de vie. Dans plusieurs domaines, comme le couple ou le grand âge, nous disposons de données sur une échelle de temps qui est unique en Europe, sinon dans le monde. Ce que nous disent ces résultats, c'est qu'il existe des individus qui sont forgés par l'épreuve et d'autres qui sont détruits par celle-ci. Le but est de comprendre ce qui fait la différence entre eux.

Après deux ans d'activité, avez-vous déjà des éléments de réponse?

MICHEL ORIS: Il est encore trop tôt pour songer à des conclusions définitives, mais on peut d'ores et déjà distinguer quelques traits généraux dans l'évolution du parcours de vie des Suisses.

Lesquels?

MICHEL ORIS: Si l'on considère les familles par exemple, on constate une situation assez ambivalente. D'une part, les trajectoires des individus sont à l'évidence plus heurtées qu'auparavant. Il y a de plus en plus de divorces, et cela à tout âge. On voit également apparaître de nouveaux types de recompositions familiales ainsi que des formes de cohabitations alternatives à la famille nucléaire conventionnelle. D'autre part, on remarque que certains cadres culturels traditionnels sont encore très présents.

Pouvez-vous préciser?

MICHEL ORIS: Dans un pays comme la France, par exemple, le nombre de naissances hors

mariage dépasse la barre des 50%. En Suisse, ce taux dépasse à peine les 10%, alors même que le taux de cohabitation avant le mariage est un des plus élevés du monde. Cela veut dire qu'en Suisse, lorsque bébé arrive, on se marie de manière presque automatique. Il y a sans doute des raisons fiscales qui peuvent expliquer ce phénomène. Le fait que dans certains

Selon Dario Spini, il faut imaginer de nouvelles pistes, par exemple au travers d'aides à domicile, pour aider les femmes seules avec enfant, qui forment aujourd'hui une population très exposée à la vulnérabilité.

cantons les pères non mariés ont des droits limités sur leurs enfants, peut également être avancé, mais cela ne suffit pas à expliquer une différence aussi extraordinaire. A nous donc d'en comprendre la raison.

DARIO SPINI: Pour ce qui est des personnes âgées, les travaux conduits par Christian Lalive d'Épinay et l'équipe du Centre inter-facultaire de gérontologie ont montré que l'archétype selon lequel la majorité d'entre nous serait amenée à se décrépiter lentement avant de finir son existence à l'hôpital ou en EMS ne correspond dans les faits qu'au vécu d'une minorité d'environ 10% (lire également en pages 22 à 24).

Qu'en est-il de la question de genre?

MICHEL ORIS: Dans l'ensemble des pays occidentaux, on a assisté au cours de ces dernières

«Notre premier objectif est d'identifier, pour toutes les étapes de la vie, les zones où les individus et les institutions dysfonctionnent»

décennies à une évolution entre le modèle traditionnel de la femme au foyer et celui de la femme active. Globalement, les trajectoires des cohortes féminines ont donc évolué de manière beaucoup plus significative que celles des hommes. Mais en Suisse, le saut générationnel a été beaucoup plus important qu'ailleurs.

DARIO SPINI: On sait, par exemple, que les femmes seules avec enfants forment une population très exposée à la vulnérabilité, mais on ne sait pas vraiment comment les aider à l'heure actuelle. Or, des collègues canadiens viennent de montrer que la situation de ces femmes a tendance à se dégrader de manière progressive. Elles ne tombent pas dans la vulnérabilité au lendemain de leur divorce mais avec le temps et l'usure du quotidien. Face à ce constat, il nous revient d'imaginer de nouvelles pistes qui pourraient passer par la possibilité de recourir à des aides à domicile ou un encouragement à poursuivre une formation au moment où ces femmes arrêtent de travailler pour s'occuper des enfants.

En quoi les méthodes utilisées dans le cadre de LIVES sont-elles innovantes?

DARIO SPINI: Pour ne citer qu'un exemple, un de nos groupes de recherche est en train de tester une nouvelle manière de chercher du travail qui pourrait s'appliquer aux chômeurs de longue durée. Plutôt que d'entreprendre cette démarche de manière individuelle, comme c'est le plus souvent le cas aujourd'hui, il s'agit de travailler en groupe. Cela permet, d'une part, à ces chômeurs d'avoir le sentiment de ne pas être seul dans cette situation et, d'autre part, de créer un réseau qui pourrait s'avérer utile lorsque l'un ou l'autre des membres du groupe trouvera un travail. Au final, l'idée est donc de doter ces individus d'un capital social afin de créer un effet de levier sur le système.

Quelles retombées concrètes peut-on attendre de vos travaux?

DARIO SPINI: Notre ambition est qu'à la fin de notre mandat, soit en 2022, nous soyons en mesure d'apporter aux acteurs de la politique sociale suisse un certain nombre de faits et d'informations sur lesquels ils pourront s'appuyer efficacement dans le processus de prise de décision. Autrement dit, nous essayerons de répondre à ces deux questions: quand vaut-il mieux intervenir et de quelle façon? ■

www.lives-nccr.ch



PIP/PHOTOCASE

FAMILLE: LA RECETTE DU BONHEUR CONJUGAL

Les couples n'ont pas tous les mêmes ressources économiques et culturelles pour faire face aux aléas de l'existence et aux grandes transitions qui jalonnent le parcours de vie. C'est ce que démontrent les derniers résultats d'une enquête longitudinale lancée en 1998 auprès de 3000 personnes

Trouver un conjoint et fonder une famille. C'est ce que répondent 90% des 20-25 ans de notre pays lorsqu'on les interroge sur ce qu'ils attendent de l'existence. Reproduisant un modèle de relation basée sur la fidélité, la pérennité et la fécondité, la vie rêvée des Suisses fleure bon «l'amour à la papa». Qu'on ne s'y trompe pas pour autant. Même si la Révolution sexuelle qui a accompagné Mai 68 n'a pas fait voler en éclats la famille nucléaire, cela ne signifie pas que rien n'a changé. En témoignent la généralisation du divorce à tous les âges de la vie ou l'émergence des familles recomposées. Sans compter une course à l'égalité souvent perdue d'avance et des impératifs socio-économiques toujours plus contraignants.

C'est en tout cas ce que montrent les travaux d'Eric Widmer, professeur au Département de sociologie de la Faculté des sciences économiques et sociales. Spécialiste des interactions conjugales s'inscrivant dans une tradition genevoise de recherche sur la famille largement reconnue, il analyse dans le cadre du Pôle national de recherche LIVES différents mécanismes sociologiques qui font qu'un couple a une plus forte probabilité de maintenir une satisfaction conjugale élevée ou au contraire de voir la qualité de ses relations se dégrader au fil du temps.

LE FILM DE LEUR VIE

«Ce qui fait la spécificité de cette recherche, dont l'ampleur est unique en Europe (lire ci-contre), c'est que nous disposons de données longitudinales, explique Eric Widmer. Au lieu d'avoir une photographie de la situation des couples vivant en Suisse à un instant donné, nous disposons en quelque sorte du film de leur vie. Cela nous permet de nous attaquer à des questions neuves auxquelles il serait tout à fait impossible de répondre avec une enquête pon-

Un outil unique

L'enquête que poursuit aujourd'hui le groupe d'Eric Widmer au sein du PRN LIVES a été lancée en 1998 sous la direction conjointe de Jean Kellerhals (alors professeur au Département de sociologie de l'UNIGE), de René Lévy (qui occupait la même fonction à UNIL) et d'Eric Widmer. Elle porte sur un échantillon de 1500 couples âgés de 18 à 75 ans qui sont issus des trois régions linguistiques de la Suisse. Les deux membres du couple ont été suivis individuellement au cours des trois vagues de collecte de données qui ont été effectuées à ce jour (1998, 2004, 2011). Lors de la dernière campagne, les chercheurs sont parvenus à obtenir des informations

sur 70% des couples interrogés en 1998. Pour 60% d'entre eux, ils disposent aujourd'hui de données complètes pour les deux conjoints. Dans le cadre du PNR LIVES, une vague supplémentaire est prévue pour 2014-2015, ce qui donnera aux chercheurs une profondeur de champ de seize ans. «Avec cette enquête, nous disposons d'un outil unique en Europe, explique Eric Widmer. Aucun de nos voisins ne peut en effet se targuer de disposer de données aussi détaillées sur un échantillon représentatif de couples aussi grand et sur une aussi longue période. Nos résultats auront donc une portée qui dépassera de loin les frontières nationales.»

tuelle: les couples changent-ils de mode de fonctionnement dans leur parcours et, si oui, en fonction de quels critères? Quelle est l'influence du genre dans l'évolution du couple? Quel impact ont des événements comme l'arrivée d'un enfant, le départ à la retraite ou la perte d'un emploi sur la vie à deux? Quelle est l'importance des réseaux d'amis ou de parents sur le devenir du couple?»

Premier constat: la quête de la famille idéale est une sorte de chasse au trésor dans laquelle tous les concurrents ne partent pas à égalité. Parce que les conditions matérielles ne sont pas réunies, que les attentes sont trop élevées ou qu'ils n'ont pas trouvé de conjoint, environ un quart de la population devra ainsi se résoudre à ne jamais avoir d'enfant.

Et pour ceux qui parviennent à rencontrer la perle rare, il s'avère que les choix de

vie sont relativement peu nombreux. «On est aujourd'hui confronté à une pluralisation limitée – ou encadrée – des parcours de vie, explique Eric Widmer. Il y a quelques grands types de parcours familiaux qui se dessinent, mais ils sont peu nombreux. Et dans les faits, on s'aperçoit que les choix effectués par les individus dépendent beaucoup des ressources économiques, sociales et culturelles dont ils disposent.»

Parmi les cinq types de couples définis par Eric Widmer et ses collègues en 2004 (lire en page 17), ceux qui affichent la plus grande capacité à gérer les conflits et à dépasser les accidents de la vie sont ainsi ceux qui parviennent à cumuler une certaine ouverture, des valeurs égalitaires et un solide réseau social.

Comme le montrent les résultats obtenus en 2011, le couple n'est pas pour autant une entité



Les couples qui affichent la plus grande capacité à gérer les conflits et à dépasser les accidents de la vie sont ceux qui parviennent à cumuler une certaine ouverture, des valeurs égalitaires et un solide réseau social.

font que renforcer leur attitude individualiste. Ce type d'interaction, où le couple et la famille sont perçus comme des moyens d'assurer l'épanouissement individuel peut déboucher sur de très belles histoires, mais c'est un modèle qui semble aussi plus fragile. Car dès que le couple n'apporte plus la satisfaction attendue sur le plan sexuel, relationnel ou émotionnel, il perd sa raison d'être.»

ÉVOLUTION FORCÉE

Comme le montrent par ailleurs les chercheurs, de façon générale, le parcours classique du couple part aujourd'hui dans la plupart des cas d'une relation axée sur l'ouverture, l'égalité et l'autonomie pour évoluer, en général avec l'arrivée du premier enfant, vers une relation à la fois plus collective, plus fermée et plus fusionnelle. «*Cette transition constitue un des grands challenges du parcours de vie familial*, commente Eric Widmer. *C'est une évolution qui se fait souvent par la force des choses, les gens pensant pouvoir continuer à fonctionner sur le mode de l'autonomie et de l'égalité en devenant parents, ce qui, à l'évidence, est rarement vrai. Surtout en Suisse où le niveau d'intervention de l'Etat en matière de politique familiale reste traditionnellement très faible et où l'enfant est essentiellement à la charge de ses parents.*»

Relever le défi de cette évolution forcée apparaît en tout cas comme un gage de stabilité important pour le couple, puisqu'en Suisse, on évalue à environ 15% le taux d'enfants de moins de 15 ans qui grandissent dans une famille autre que celle constituée par leurs deux parents biologiques.

Si cruciale soit-elle pour le devenir du couple, l'arrivée d'un enfant est cependant loin d'être la seule zone de vulnérabilité identifiée par les chercheurs. La question du genre pèse, elle aussi, lourdement dans la balance. Car même dans les relations qui se veulent très égalitaires, il est souvent difficile de traduire ses idéaux dans la réalité. De nombreux couples partagent ainsi des façons de faire, des ►

statique dont les relations sont figées dans le marbre. La moitié des couples interrogés dans le cadre de l'enquête est ainsi passée d'un modèle à un autre depuis le lancement de l'étude. Une tendance plus particulièrement marquée au sein des couples de type «association». Seul un tiers d'entre eux est en effet resté dans le même registre relationnel depuis 1999, tandis qu'ils sont 35% à avoir évolué vers le modèle «compagnonnage».

«*Les couples de type association sont aussi ceux chez qui on retrouve la plus forte proportion de personnes retirant une faible satisfaction de leur relation*, complète Eric Widmer. *On a l'impression que ces couples sont pris dans une logique cumulative de désavantages: leur mode de fonctionnement, qui privilégie l'individu au couple, est celui qui génère le plus de problèmes. Et ces problèmes ne*

«La question du genre pèse sur l'équilibre des couples; il est souvent difficile de traduire ses idéaux au quotidien compte tenu de la réalité économique et sociale»



Le modèle d'interaction où le couple et la famille sont perçus comme des moyens d'assurer l'épanouissement individuel est fragile: dès que le couple n'apporte plus la satisfaction attendue sur le plan sexuel, relationnel ou émotionnel, il perd sa raison d'être. © AFP IMAGEFORUM

valeurs et un statut socio-professionnel assez proches au début de leur relation, mais peinent à maintenir cet état de fait dans la durée.

«Avec le temps, les rôles familiaux ont tendance à se «genrer» de plus en plus nettement, complète Eric Widmer. Aux hommes: le travail à plein-temps et les responsabilités professionnelles. Aux femmes: les emplois à temps partiel, les tâches ménagères et éducatives. Cette inégalité n'est souvent ni volontaire, ni souhaitée, ni anticipée, mais elle débouche sur des différences de conception de soi et d'attentes par rapport à la vie. Différences qui ont tendance à s'accroître avec le temps et qui deviennent plus criantes lorsque survient une transition (départs des enfants, arrivée à la retraite, etc.). C'est une réalité à laquelle il est difficile d'échapper dans la mesure où le problème résulte de choix économiques et sociaux. Et, c'est sans doute une des raisons qui expliquent pourquoi on voit désormais des individus entamer une procédure de divorce à 60 ans.»

Difficile à trouver dans un couple de première union, le juste équilibre est tout aussi hypothétique au sein des familles recomposées. Une étude menée à Genève par Eric Widmer et son équipe en marge du PNR LIVES auprès de 300 femmes montre en effet que, dans ce type de situation non plus, il n'y a pas de solution miracle.

QUELLE PLACE POUR L'EX?

Certaines femmes choisissent ainsi de reconstruire une famille nucléaire avec le nouveau conjoint en coupant au maximum les liens avec le précédent et en limitant autant que possible les interactions entre le père et les enfants. A l'inverse, d'autres sont extrêmement inclusives dans la définition de leur famille et considèrent leur ex-partenaire comme un membre très significatif. Elles valorisent donc la coparentalité et les échanges avec lui.

«Ce que nous constatons, c'est que le modèle de la famille nucléaire donne des taux de satisfaction dans la relation conjugale beaucoup plus importants mais qu'il péjore la relation avec les enfants, l'ancien conjoint, voire les beaux-parents, commente Eric Widmer. Dans les familles inclusives en revanche, il y a sans doute un bénéfice pour les enfants et la coparentalité, mais c'est le couple qui est constamment remis en question par l'apparition de conflits de loyauté complexes à gérer.»

Considérant que le couple n'est pas une île déserte peuplée de deux seuls habitants, mais une entité fonctionnant en interaction avec un certain nombre d'autres personnes dont l'existence est susceptible d'être affectée par son évolution, les chercheurs du groupe d'Eric Widmer s'intéressent également aux relations entretenues avec les parents, les proches ou les amis. Quatre grands types de réseaux ont ainsi été définis.



Les couples isolés, dans lesquels ni l'homme ni la femme n'ont d'amis ou de parents à proximité. Le couple se trouve alors isolé et voit ses proches peu souvent. Le potentiel d'aide du réseau est faible en cas de besoins financier, moral, émotionnel.

Les réseaux «patricentriques» ou «matri-centriques» dans lesquels soit l'homme soit la femme dispose d'un bon réseau, avec des amis et des parents à proximité, qu'ils voient souvent et qui ont un grand potentiel d'aide.

Les réseaux «bicentriques» dans lesquels l'homme et la femme sont bien entourés ont beaucoup d'amis et de parents, ainsi qu'un fort potentiel d'aide. Et enfin, les réseaux «interférents», qui sont des réseaux bicentriques au sein desquels le couple se sent fortement contrôlé par sa parenté.

Contrairement à une idée largement répandue, l'analyse des données disponibles montre

que la solidarité est globalement plus faible au sein des classes sociales défavorisées qui sont souvent obligées de faire avec les moyens du bord. Du coup, lorsqu'il y a rupture, celle-ci est plus radicale qu'au sein des classes plus élevées.

Selon les chercheurs, la configuration la plus favorable est par ailleurs celle offerte par un réseau bicentrique, tandis que la situation la pire est celle des couples inscrits dans un réseau interférent. *«Du point de vue du soutien social, pas assez de soutien, c'est également mauvais, à la fois pour la relation de couple et pour la relation à l'enfant, conclut Eric Widmer. Pour que les choses fonctionnent au mieux, la marge est donc là encore très étroite, puisqu'il faut que le couple ne soit pas isolé tout en étant capable de conserver une certaine autonomie par rapport à son milieu relationnel.»* ■

Bastion ou compagnon?

► BASTION

Valeurs: solidarité, sécurité
Répartition des tâches: traditionnelle, fortement genrée
Autonomie: faible
Ouverture à l'environnement: faible
Perception des conflits: négative

► COCON

Valeurs: solidarité, sécurité
Répartition des tâches: égalitaire
Autonomie: faible
Réseau social: faible
Perception des conflits: positive

► COMPAGNONNAGE

Valeurs: solidarité, ouverture
Répartition des tâches: égalitaire
Autonomie: moyenne
Ouverture à l'environnement: fort
Perception des conflits: positive

► ASSOCIATION

Valeurs: liberté, égalité, ouverture
Répartition des tâches: égalitaire
Autonomie: forte
Ouverture à l'environnement: fort
Perception des conflits: positive

► PARALLÈLE

Valeurs: ordre, sécurité
Répartition des tâches: très genrée
Autonomie: forte
Ouverture à l'environnement: faible
Perception des conflits: négative

LE COUPLE À L'ÉPREUVE DU CAN

L'apparition de cette maladie peut fragiliser, ou du moins mettre à l'épreuve la relation conjugale. Mais le soutien du partenaire, s'il est bien dosé, peut aider la patiente à surmonter les affres du «crabe»



Le cancer du sein possède tous les ingrédients pour bouleverser la vie de la femme qui en est atteinte: il est potentiellement mortel, les traitements sont très lourds en effets secondaires et il affecte une partie intime du corps à caractère sexuel. Mais la patiente n'est souvent pas seule dans l'adversité. Son entourage, et plus particulièrement la relation de couple qu'elle entretient avec un(e) partenaire, encaisse lui aussi le coup. C'est ce dernier aspect – l'impact du cancer du sein sur les relations interpersonnelles – que se proposent d'étudier Nicolas Favez, professeur, et Linda Charvoz, assistante à la Section de psychologie, dans le cadre du Pôle de recherche national LIVES.

«L'objectif de notre travail est d'approfondir les effets de l'apparition de cette maladie sur la relation de couple mais aussi l'inverse, précise Nicolas Favez. Nous savons en effet que la qualité du soutien social, et en particulier celle de la relation maritale, joue un rôle protecteur et réparateur face à la maladie.»

UNE TRENTAINE DE COUPLES

L'enquête genevoise n'en est encore qu'à ses débuts. Une soixantaine de femmes vaudoises – recrutée via l'Unité de sénologie du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) – ont accepté de répondre aux questions des enquêteurs. Une trentaine d'entre elles ont réussi à convaincre le partenaire (quand il y en avait un) de participer aussi. C'est peu mais caractéristique des études de ce type en psychologie.

Les résultats de l'étude seront donc tout autant qualitatifs que quantitatifs. «Avec une maladie comme le cancer du sein, dont la nature, le traitement et l'acceptation par la patiente peuvent prendre des formes très diverses, chaque relation de couple devient une situation particulière, souligne Nicolas Favez. Cela dit, nous avons l'habitude de travailler avec des échantillons aussi petits. Même dans des études sur la parentalité normale, pour lesquelles il y aurait a priori beaucoup plus de candidats, il nous est très difficile de recruter des couples.»

Les participants à l'enquête sont suivis sur deux ans. L'idée est de connaître non seu-

Les réactions du partenaire d'une personne atteinte d'un cancer du sein vont du soutien sans conditions à l'apparition d'importantes réticences face aux conséquences de la maladie. © ISTOCK

CANCER DU SEIN

lement l'état de la relation au moment du diagnostic mais aussi son évolution dans le temps.

Concrètement, les membres du couple reçoivent un questionnaire et participent à des entretiens filmés, seuls ou à deux. Les questions ont trait à la manière dont ils ont réagi au diagnostic, à la façon dont la maladie est vécue, au soutien, à l'existence de réseaux sociaux, à l'impact que pourrait avoir l'affection sur la relation, etc.

Bien que l'analyse des données n'ait pas encore vraiment commencé, Nicolas Favez a déjà noté plusieurs observations. Les réactions du partenaire à l'annonce de la maladie, par exemple, varient beaucoup. Elles vont du soutien sans conditions à l'apparition d'importantes réticences face à la perspective d'affronter le cancer de sa compagne et ses conséquences. Et face au comportement de leur conjoint, certaines patientes font des aménagements. Comme cette femme qui affirme se sentir soutenue et n'avoir eu aucun problème à partager ses sentiments avec son partenaire tandis qu'elle admet, plus tard dans l'entretien, que son conjoint ne l'a plus vue nue depuis que la maladie s'est déclarée.

«*Nous entrons dans l'intimité des gens mais cela se fait selon un protocole éprouvé depuis longtemps en matière de consentement et de confidentialité, explique Nicolas Favez. Nous travaillons étroitement avec l'infirmière de référence de l'Unité de sénologie du CHUV. Cette professionnelle assure de toute façon le suivi de ces femmes. Cela dit, les confidences intimes sortent relativement vite. L'impact symbolique du cancer du sein sur la vie de couple y est évidemment pour beaucoup.*»

DÉCALAGE

Pour se faire une idée de la qualité de la relation maritale, les chercheurs font appel à une technique éprouvée. Ils demandent à chaque partenaire de décrire l'autre en cinq minutes. Ils savent, grâce à des études antérieures, qu'avec un temps si court, les personnes issues d'un couple en difficulté ont tendance à émettre très rapidement des critiques sur leur conjoint.

L'idée de l'étude est de connaître l'état de la relation au moment du diagnostic ainsi que son évolution dans le temps

Quant au choix de filmer les entretiens, cela permet de tirer des informations sur les émotions véhiculées par les gestes, les postures et les expressions. Les messages ainsi transmis peuvent d'ailleurs être en décalage avec le discours.

Parmi les nombreux points abordés par le questionnaire se trouve aussi la sexualité. L'enquête se focalise particulièrement sur le désir, l'attirance et la satisfaction sexuelle, autant de sentiments que la maladie est susceptible d'altérer chez la patiente comme chez le partenaire. Le sujet demeure néanmoins délicat et provoque parfois des réactions surprenantes. «*Une femme atteinte par le cancer du sein, à qui nous avons soumis nos questionnaires pour évaluation avant le début proprement dit de l'étude, a d'abord pensé que nous nous moquions d'elle lorsqu'elle a compris que nous voulions poser des questions sur la sexualité, se souvient Nicolas Favez. A ses yeux, il était évident qu'elle ne referait plus jamais l'amour. Elle n'imaginait pas qu'il puisse en aller autrement.*»

L'étude genevoise est l'une des premières menées en Suisse à s'intéresser aux effets d'une maladie somatique sur les relations interpersonnelles en employant une méthodologie d'investigation mixte, alliant questionnaires et entretiens. Il en existe ailleurs dans le monde, notamment aux Etats-Unis, mais relativement peu. Et les travaux réalisés jusqu'ici, contrairement à l'approche des psychologues genevois, ne récoltent souvent que le témoignage d'un seul membre du couple. Cela permet de rassembler des échantillons plus importants mais les chercheurs risquent ainsi de passer à côté d'une partie importante des données du problème.

«*En effet, une différence apparaît parfois entre le soutien perçu par la patiente et celui qui est réellement reçu, explique Nicolas Favez. En récoltant l'avis des deux membres du couple, nous nous faisons une idée plus précise de la situation réelle. C'est important dans une perspective clinique. Chez une femme qui déclare qu'elle manque de soutien, par exemple, la cible d'intervention d'un thérapeute ne sera pas la même s'il constate qu'elle en manque effectivement ou s'il s'aperçoit qu'elle bénéficie en réalité d'une aide importante sans le percevoir comme tel.*»

AIDER À AIDER

L'objectif, pour Nicolas Favez, serait de pouvoir intégrer le couple dans l'action médicale et psychologique mise en place en cas de cancer du sein et qui demeure jusqu'ici focalisée essentiellement sur la patiente. Une telle stratégie permettrait non seulement d'aider le conjoint qui peut se trouver lui aussi dans une grande souffrance tout en n'osant pas l'exprimer. Cela fournirait aussi la possibilité d'aider le partenaire à soutenir la patiente.

Ce dernier point n'est de loin pas trivial. «*Le soutien efficace, qui permet à la patiente d'aller mieux, est un moyen terme, conclut Nicolas Favez. Le risque principal identifié jusqu'ici était que le conjoint, incapable ou non désireux de faire face, s'enfuit. Mais il arrive aussi qu'il se dédie totalement à la maladie et que cet engagement excessif ait finalement un impact négatif. L'idéal consiste à la fois à fournir un soutien et à avoir confiance dans la capacité de la patiente à s'en sortir toute seule.*» ■



Le trait majeur de la grande vieillesse est aujourd'hui la fragilité qui touche d'une manière ou d'une autre près de 80% des aînés. © AFP IMAGEFORUM

LE GRAND ÂGE, UNE ÉCOLE DE LA FRAGILITÉ

Les premiers résultats de la plus grande enquête sur les personnes âgées jamais menée en Suisse montrent que si les conditions d'existence des plus de 80 ans continuent à s'améliorer globalement, de nouvelles formes d'inégalités se développent en parallèle

Au-delà de 80 ans, nous ne sommes pas tous condamnés à finir nos jours dans un lit d'hôpital ou une chambre d'EMS. En Suisse, 45% des personnes du grand âge tombent effectivement dans une situation de dépendance avant de passer quelques mauvaises années et de mourir. Ce qui signifie que 55% d'entre elles échappent à cette destinée en parvenant à rester autonomes pratiquement jusqu'à leur dernier souffle (lire également en page 24).

Le trait majeur de la grande vieillesse reste cependant la fragilité, qui touche d'une manière ou d'une autre près de 80% des aînés. Par ailleurs, s'il est vrai que les conditions d'existence de cette catégorie de la population se sont considérablement améliorées au cours de ces dernières décennies (on vit plus longtemps en bonne santé), cette évolution a été accompagnée par l'apparition de nouvelles inégalités.

Tels sont les premiers résultats de l'enquête *Vivre, Leben, Vivere* menée par l'équipe du

professeur Michel Oris, directeur du Centre interfacultaire de gérontologie de l'Université et codirecteur du Pôle de recherche national (PRN) LIVES.

Vivre, Leben, Vivere est la plus grande enquête sur les personnes âgées (65 ans et plus) jamais menée en Suisse. Basée sur un échantillon de 4200 personnes, dont près de 700 nonagénaires (chiffre que même les plus vastes études américaines peinent à atteindre), elle couvre six cantons (Genève, Valais, Tessin, Berne, Bâle-Ville,

Bâle-Campagne) et intègre un sur-échantillonnage des personnes issues de la migration (Italiens, Espagnols et Portugais).

Mais ce qui fait sa principale spécificité, c'est son ancrage dans la durée. L'enquête menée par le groupe de Michel Oris a en effet été conçue pour pouvoir être comparée à deux autres études similaires réalisées en 1979 et en 1994, sous la direction de Christian Lalive d'Epinay, alors professeur de sociologie à la Faculté des sciences économiques et sociales.

«Il existe des observations comparables depuis les années 1950 pour la ville de Seattle, explique Michel Oris. Mais en dehors de ce cas, Genève et le Valais central sont les deux seuls endroits du monde où l'on pourra prochainement observer une évolution de la grande vieillesse sur trente ans.»

Un privilège d'autant plus remarquable que la population en question n'est pas aisée à étudier. Pour parvenir à boucler la récolte de données de cette troisième vague, il a donc fallu que les chercheurs de LIVES fassent preuve non seulement de tout leur savoir-faire scientifique mais également de sens pratique et de beaucoup de persévérance.

Le questionnaire auto-administré envoyé à chaque personne interrogée était ainsi accompagné d'une lettre personnalisée et d'un calendrier de vie débutant avec l'année de naissance de l'individu concerné.

«CHECK-LIST» COGNITIVE

Afin de vérifier l'aptitude de chacun à répondre aux questions posées, les enquêteurs disposaient par ailleurs d'une sorte de *check-list* cognitive composée d'une petite dizaine de points. En cas de résultat négatif, il leur incombait de trouver un proche (parent ou soignant) capable d'assister la personne âgée. Une démarche lourde mais absolument indispensable pour éviter de biaiser les résultats en ne retenant que les personnes en état de s'exprimer de manière autonome.

Ne posant pas de difficulté particulière dans les EMS, où de nombreux pensionnaires ont accueilli avec bienveillance les chercheurs, ne serait-ce que pour échapper à l'ennui, l'exercice s'est avéré bien plus compliqué dans les parties rurales du Valais où il a notamment fallu joindre des gens qui ne sont pas dans l'annuaire téléphonique.

«Cette enquête s'est révélée plus difficile que dans nos pires cauchemars, concède Michel Oris. Le travail de terrain en Valais était censé durer quatre mois. Il nous en a fallu le double pour arriver à nos fins. Près de 20% des dossiers ont en effet été obtenus parce que l'on s'est obstiné cinq fois et plus et pour 10% d'entre eux, il a fallu insister au moins à sept

reprises. Cela étant, si ces personnes présentent des différences significatives avec les 80% qui sont faciles à joindre, cet effort valait la peine d'être fourni puisqu'il aura permis d'améliorer la qualité générale de nos résultats.»

La collecte achevée, reste désormais à faire parler cette immense quantité de données qui doit encore être analysée en profondeur. Un premier survol des résultats semble confirmer les progrès spectaculaires constatés par les études conduites en 1979 et en 1994 en termes de conditions de vie, de santé ou de recul de la pauvreté chez les personnes âgées.

Pour s'en tenir à la santé, les derniers chiffres obtenus par les chercheurs de LIVES démontrent ainsi que plus de la moitié des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête (55%) évitent la case EMS ou hôpital en fin de vie. Sur les 45% restants, 7% des personnes sont tombés dans une situation de dépendance à la suite d'un problème de santé (souvent un accident cardiovasculaire laissant des séquelles importantes), tandis que 38% ont connu une période de fragilité plus ou moins longue avant que leur déclin physique ne s'accélère.

«Il y a sans doute quelque chose à faire pour éviter que ces gens ne suivent le schéma classique selon lequel une personne âgée qui tombe et qui se casse le fémur a des chances de s'en remettre seulement si ce type d'accident ne se reproduit pas, explique

Michel Oris. Dans le cas contraire, la personne meurt dans l'année, car le deuxième accident ne pardonne pas en règle générale. En proposant un soutien plus rapide, dès que survient un problème, on pourrait donc améliorer grandement la qualité de vie dans le dernier chapitre de l'existence de ces personnes. Le hic, c'est que, pour l'instant, le système socio-sanitaire ne prend absolument pas en compte la fragilité. Il est conçu pour guérir les gens qui ont un problème et les renvoyer chez eux au plus vite.»

GÉNÉRATION SERVICE

Cependant, si l'espérance de vie en bonne santé ou sans handicap grave progresse effectivement plus rapidement que l'espérance de vie tout court, tout indique que ce phénomène s'accompagne du développement de nouvelles inégalités, notamment entre les personnes issues de l'immigration et les Suisses ou entre les hommes et les femmes.

Comme l'a observé Michel Oris dans le cadre d'une recherche menée il y a quelques années déjà en Belgique, c'est par exemple le cas dans les zones résidentielles péri-urbaines qui ont fleuri un peu partout en Europe à partir des années 1950.

«Dans ces zones, on assiste à un sur-vieillesse de la population, explique le professeur. Les enfants sont partis, les maris sont souvent décédés, si bien que les deux tiers des chefs de ménage sont des femmes seules. C'est une situation qui génère un sentiment de grande solitude contre lequel il est difficile de lutter dans la mesure où ces endroits sont mal desservis par les transports publics et qu'il est difficile pour les services publics d'y intervenir.»

L'isolement ne semble pas pour autant être devenu la norme pour nos aînés. La tranche d'âge des 65-79 ans représente ainsi la catégorie de la population qui rend le plus de services autour d'elle. Et cela aussi bien en direction des classes d'âges supérieures (en apportant par exemple une bouteille d'eau à un voisin plus âgé lors des grandes chaleurs) que des classes d'âges inférieures (garde des petits-enfants principalement)

«Le fait de disposer d'un certain capital social, de maintenir des relations avec ses enfants ou ses proches, peut faire une énorme différence en termes de bien-être lorsque l'on entre dans la vieillesse, complète Michel Oris. Mais il ne faut pas non plus sous-estimer le poids des cadres culturels. Aujourd'hui, le grand-père et la grand-mère sont devenus des figures idéales et il y a une forte pression sociale pour que les aînés endossent ce rôle. C'est sans doute très positif dans de nombreux cas, mais on sait également que pour certaines personnes, être grands-parents est une véritable corvée qui génère à la fois de la fatigue et un stress important.» ■

«A l'exception de Seattle, Genève et le Valais central sont les deux seuls endroits au monde où l'on pourra observer une évolution de la grande vieillesse sur trente ans»

LA DERNIÈRE TRANSITION

Intégrer un EMS à la fin de sa vie n'est pas une fatalité, mais un risque qui ne concerne qu'une minorité. C'est également le plus souvent un choix volontaire

Intégrer un établissement médico-social (EMS) est une transition qui est souvent vécue de façon moins dramatique qu'on ne l'imagine par les personnes concernées. De plus, davantage qu'une fatalité, c'est un risque qui ne concerne aujourd'hui qu'une minorité. Tel est le constat qui s'impose à la lecture du récent ouvrage* signé par Stefano Cavalli, maître assistant au Centre interfacultaire de gérontologie et d'études des vulnérabilités et membre du Pôle de recherche national LIVES.

Visant à analyser les caractéristiques de cette rupture biographique jamais anodine, l'étude conduite par Stefano Cavalli s'appuie sur les données du programme de recherche *Swiss Interdisciplinary Longitudinal Study on the Oldest Old* (Swilsoo) lancé par le professeur Christian Lalive D'Epinaï en 1994 et poursuivi jusqu'en 2004 en Valais et à Genève. Sur les 700 personnes concernées par Swilsoo, Stefano Cavalli s'est concentré sur une centaine d'individus qui étaient âgés de plus de 80 ans en 1994

et qui, à de rares exceptions près, vivaient à domicile avant d'intégrer un EMS.

Ces données confirment l'importance de deux facteurs pour prédire l'entrée en institution: d'une part, la fragilisation de la personne âgée et, d'autre part, son isolement.

PLUS DURE SERA LA CHUTE

Dans le premier cas de figure, trois types de problèmes ont un effet significatif: l'accumulation des handicaps, la démence sénile et des chutes (répétées ou ayant des répercussions sévères), dont le rôle prédictif a jusqu'ici rarement été mis en avant par la littérature scientifique.

Quant au sentiment d'isolement, il est davantage lié au fait de ne pas avoir de conjoint ou de descendant qu'à un abandon des proches, qui reste au demeurant peu fréquent, ou à l'insuffisance des supports sociaux souvent évoquée par les spécialistes. Cependant, comme le souligne Stefano Cavalli, «dans un certain nombre de cas, il n'est plus possible

d'assurer à domicile les soins nécessaires et de garantir la sécurité de la personne âgée malgré un entourage dévoué et des services compétents.»

Une fois prise la décision d'entrer en institution, l'étude relève le rôle actif joué par les futurs résidents dans l'organisation de leur nouvelle vie. Presque jamais souhaité, ce choix est en effet assumé comme un geste volontaire pour l'immense majorité des personnes interrogées.

Enfin, les résultats obtenus montrent que l'entrée en EMS ne coïncide pas automatiquement avec un déclin physique et moral. Car si la baisse des facultés cognitives semble effectivement plus marquée chez les pensionnaires que chez les personnes restant à domicile, leur état physique s'en trouve globalement amélioré. «Ce que nous observons, conclut l'auteur, c'est une stabilité d'ensemble du bien-être, que ce soit dans la période d'installation en EMS ou plus tard.» ■

* «Trajectoires de vie dans la grande vieillesse. Rester chez soi ou s'installer en institution», par Stefano Cavalli, Georg, 247 p.

LIVES: fiche technique

Leading house:

Université de Lausanne

Directeur:

prof. Dario Spini (UNIL)

Codirecteur:

prof. Michel Oris (UNIGE)

Vice-directrice:

prof. Laura Bernardi (UNIL)

Budget:

14 millions de francs pour la période 2010-2013

Groupes de recherche (IP):

- ▶ **IP1:** Processus de vulnérabilité au cours de la vie adulte: cumul des désavantages, événements critiques et ressources psychosociales (dir. Prof. D. Spini/UNIL)
- ▶ **IP2:** De la jeunesse à l'âge adulte:

Insertion des immigrants de 2^e génération dans la société suisse (dir. Prof. C. Bolzman/HES Genève)

▶ **IP4:** Inégalités économiques: vers des chemins pour sortir de la vulnérabilité (dir. J.-M. Falter, maître d'enseignement et de recherche/UNIGE)

▶ **IP5:** Surmonter la vulnérabilité face au chômage: possibilités et limites des politiques sociales dites «actives» (dir. Prof. J.-M. Bonvin/ HES Genève)

IP6: Vulnérabilité à l'interface de la vie familiale et professionnelle: différences entre les genres et les professions (dir. Prof. N. Le Feuvre/ UNIL)

▶ **IP7:** Trajectoires profession-

nelles: impact des ressources et caractéristiques personnelles et du contexte culturel (dir. Prof. J. Rossier/UNIL)

▶ **IP8:** Événements critiques et configurations familiales (dir. Prof. E. Widmer/UNIGE)

▶ **IP9:** Faire face à des événements critiques au début de l'âge adulte: une approche normative de la vulnérabilité et des régulations au cours du parcours de vie (dir. Prof. C. Staerklé/UNIL)

IP10: Trajectoires de santé et transitions de vie: la vulnérabilité liée à la santé selon une approche parcours de vie (dir. Prof. C. Burton-Jeangros/UNIGE)

▶ **IP11:** Des femmes face au cancer:

incidence du soutien social (dir. Prof. N. Favez/UNIGE)

▶ **IP12:** Vulnérabilité et développement: dynamiques développementales et effets différenciés de la perte d'un partenaire intime dans la deuxième moitié de la vie (dir. Prof. P. Perrig-Chiello/UNIBE)

▶ **IP13:** Au-delà de la démocratisation du grand âge: progrès et inégalités (dir. Prof. M. Oris/UNIGE)

▶ **IP14:** Mesurer les séquences de vie et le désordre des trajectoires (dir. Prof. G. Ritschard/UNIGE)

▶ **IP15:** Vers un cadre méthodologique intégré pour étudier l'impact des événements critiques (dir. Prof. D. Joye/UNIL)



Selon Michel Oris, codirecteur du Pôle LIVES, on pourrait améliorer la qualité de vie dans le dernier chapitre de l'existence en proposant un soutien dès que survient un problème. © ISTOCK

Vieillir à petit feu

La prévention en matière de vieillissement ne signifie pas vivre plus longtemps mais vivre mieux jusqu'au dernier jour. Et cela se prépare dès la jeunesse

«Mourir, cela n'est rien, mourir, la belle affaire! Mais vieillir... Oh! Vieillir», chantait Jacques Brel. Pour l'artiste belge, comme pour une majorité de personnes, la vie d'après l'âge de la retraite n'est pas une perspective particulièrement joyeuse. Elle rime plutôt avec une inéluctable glissade vers la décrépitude, la dépendance et la sénilité. Pourtant, comme le souligne René Rizzoli, professeur au Département de réhabilitation et de gériatrie de la Faculté de médecine, c'est une erreur de considérer que la maladie est «normale» quand on devient vieux. De plus, si les structures et les composants du corps s'affaiblissent de manière inéluctable dès l'âge de 30 ans, voire avant pour certains organes, il est parfaitement imaginable de bénéficier jusque dans ses très vieux jours d'une bonne qualité de vie et d'une indépendance fonctionnelle tout en ne représentant pas une charge financière trop importante pour la société. Tout dépend évidemment du capital santé que l'on a accumulé durant les vertes années. Et de ce que l'on en a fait par la suite.

LONGÉVITÉ ET MÉNOPAUSE

«La longévité de l'être humain a augmenté de manière considérable mais toutes les fonctions biologiques n'ont pas forcément suivi, admet René Rizzoli. Pour ne prendre qu'un exemple: aussi loin que de telles mesures ont pu être menées, l'âge de la ménopause était le même chez les femmes du XIX^e siècle qu'aujourd'hui. Pourtant, leur espérance de vie a, entre-temps, augmenté de 70% environ.»

Ainsi, les femmes mourraient autrefois, en moyenne, à l'âge où prenaient fin leurs capacités de procréation. Aujourd'hui, plus d'un tiers de leur existence se déroule sans le système de protection hormonal mis en place par la nature pour assurer la reproduction. Elles sont donc plus exposées aux diverses pathologies durant cette période. L'une des conséquences est une statistique désespérément constante: à partir de 50 ans, une femme sur deux se cassera un os au cours de son existence.

Plus globalement, le vieillissement du corps humain se fait morceau par morceau. Comme le rappelle Olivier de Ladoucette, psychiatre

et gériatre à l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Paris, dans son *Nouveau Guide du bien vieillir* (Odile Jacob 2011), les réserves physiologiques permettent à la majorité des individus de vivre de manière autonome jusqu'à 80 ou 90 ans. Parallèlement, la fonction respiratoire décline, en moyenne, de 10% par décennie dès 30 ans. La masse musculaire fond de moitié entre 20 et 80 ans. Le squelette connaît le meilleur de sa forme à 20 ans. Ensuite, il décline, avec une accélération chez les femmes ménopausées. Dès 50 ans, l'oreille des messieurs a plus de chances de devenir dure que celle des dames. Le cristallin, lui, s'altère à partir de 20 ou 25 ans. Et la liste n'est pas exhaustive.

Pour freiner cet affaiblissement général, le maître mot est la prévention. Rien de neuf de ce côté-là, la clé se trouvant, en général, dans une bonne hygiène de vie (alimentation équilibrée, pas de tabac, d'alcool ou d'autres drogues, exercice physique régulier, etc.). Le concept relativement nouveau est de considérer que la vieillesse se prépare très tôt déjà.

«Le premier point essentiel dans la prévention c'est de rassembler un bon capital santé, explique René Rizzoli. Et comme on se trouve au maximum de ses possibilités entre 20 et 30 ans, c'est avant qu'il faut agir. Toutes les stimulations des muscles, des os, des neurones qui ont eu lieu durant l'enfance et l'adolescence, par exemple, permettent d'élever ce capital ainsi que ses chances de durer longtemps.»

Ensuite, il s'agit de gérer ce que l'on possède le mieux possible en luttant notamment contre certains des maux majeurs de la société que sont la sédentarité et la nourriture trop riche, des conditions pour lesquelles le corps humain n'est pas du tout préparé.

EXERCICE PHYSIQUE

«Bien que l'on ne possède pas de preuves définitives sur la question, il est évident que l'exercice physique est recommandé pour freiner la plupart des processus du vieillissement, poursuit René Rizzoli. Il l'est pour l'entretien des muscles, des os, du système respiratoire et cardiovasculaire mais aussi des neurones. Certaines études indiquent en effet que l'exercice physique protège contre l'apparition de la maladie d'Alzheimer.»

Les personnes qui stimulent leurs facultés intellectuelles toute leur vie pallient aussi plus facilement la diminution des connexions nerveuses liée à l'âge. La plasticité neuronale aidant, elles parviennent plus facilement, grâce à l'entraînement cérébral, à compenser les pertes avec de nouvelles connexions.

«Le principe de la prévention semble aller de soi, note René Rizzoli. En réalité, c'est loin d'être le cas, du moins en ce qui concerne le vieillissement. Il est, par exemple, toujours très difficile de lever des fonds dans ce domaine, sauf peut-être dans le cas

«La longévité de l'être humain a augmenté mais toutes les fonctions biologiques n'ont pas suivi»

particulier de la maladie d'Alzheimer, une affection impressionnante et terrifiante. La plupart des gens ignorent encore que la prévention, en matière de vieillissement, ne signifie pas l'allongement de l'espérance de vie (qui n'est de toute façon pas infini), mais plutôt l'amélioration de la qualité de vie jusqu'au dernier jour. C'est très différent.»

A ce propos, le Parlement suisse a failli enterrer ce printemps le Projet de loi fédérale sur la prévention et la promotion de la santé. Après avoir été repoussé à une très courte majorité en décembre 2011, le Conseil des Etats a finalement voté de justesse ce printemps un texte très affaibli qui est maintenant renvoyé au Conseil national.

«On peut bien sûr discuter du contenu du texte, estime René Rizzoli. Mais le fait que le législateur d'un pays comme la Suisse ne parvienne pas à se doter d'une loi sur la prévention est assez inquiétant.» ■

COUP DE FRAIS SUR LES MÉNAGES

Lancé en 1999 sous l'égide de la Confédération, le Panel suisse de ménages s'apprête à subir un important lifting sous l'impulsion des chercheurs du PRN LIVES

Pour tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des conditions de vie des Suisses, c'est une ressource incontournable. Lancé en 1999 par la Confédération, le Panel suisse de ménages (PSM) est basé sur un échantillon aléatoire de 7500 personnes interrogées chaque année sur un large éventail de thématiques. Les données obtenues fournissent à la fois des informations objectives (ressources, position sociale, événements divers) et des enseignements subjectifs ayant trait au degré de satisfaction personnelle ou aux valeurs revendiquées par les individus.

ÉROSION NATURELLE

Avec le temps, cependant, ce précieux outil a quelque peu perdu de son efficacité. C'est dû à l'érosion naturelle de l'échantillon de départ, de nombreuses personnes ayant cessé de répondre au questionnaire, quitté le pays ou étant décédées. Mais également au fait que la société suisse a considérablement évolué ces dix dernières années et que les chercheurs se posent aujourd'hui des questions qu'ils ne se posaient pas forcément hier.

Un des objectifs du PRN LIVES est donc de remédier à ces lacunes, d'une part, en assumant la mise sur pied d'un nouvel échantillon, qui devrait être prêt dès l'an prochain, et, d'autre part, en agrémentant le Panel d'un certain nombre de nouveaux modules qui permettront d'explorer la vulnérabilité de manière plus précise.

«Pour étudier les populations vulnérables, nous disposons de données concernant les chômeurs, les pauvres ou les familles monoparentales, explique Dario Spini, professeur à l'Université de Lausanne et directeur du PRN LIVES. En revanche, nous n'avons quasiment rien sur les personnes d'origine étrangère qui étaient jusqu'ici systématiquement sous-représentées.» Se sentant peu concernée par ce type d'enquête et très souvent méfiante à l'égard de ce qui émane des autorités suisses, cette population est quasiment «insaisissable» par le biais des procédures classiquement utilisées pour le Panel suisse de ménages.

MÉTHODE «BOULE DE NEIGE»

L'idée des chercheurs de LIVES est donc de recourir à des méthodes de type «boule de neige» pour contourner la difficulté. Concrètement, il s'agit de partir d'un groupe d'une vingtaine d'individus de la population concernée (dans le cas présent, des Albans de deuxième génération), à qui on demande de donner les noms des personnes constituant leur réseau de connaissances. L'opération est ensuite répétée trois ou quatre fois avec chaque répondant, jusqu'à obtention d'un échantillon qui se trouve être à la fois aléatoire et parfaitement ciblé.

L'équipe de LIVES prévoit en outre de procéder à un sur-échantillonnage des populations les plus pauvres du pays. Un projet pilote est actuellement en cours

de réalisation dans le canton de Vaud. S'il s'avère concluant, il pourrait être étendu à d'autres cantons. «Ces données nous permettront de porter un regard plus pointu sur les individus qui sont les plus susceptibles de recevoir des aides sociales, complète Dario Spini.

A terme, nous pourrions donc comparer l'efficacité des différentes formes de politiques sociales à l'œuvre dans notre pays et distinguer les mesures qui sont réellement efficaces de celles qui ne le sont pas.» ■

www.swisspanel.ch

Publicité

Jusqu'à 20% de rabais

pour les
membres
d'Alumni UNIGE,
grâce à des
contrats
collectifs

Plus d'information sur
www.alumni.unige.ch

Allianz 


CSS
Assurance

sanitas
corporate


sympany



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

ALUMNI UNIGE

EMPLOI: LES PERDANTS DE LA P

Malgré sa bonne santé générale, l'économie suisse n'échappe pas aux profondes transformations qui affectent la structure des métiers. Un processus inéluctable qui ne fera pas que des gagnants. L'analyse de Jean-Marc Falter

A l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, de nombreux observateurs considèrent la Suisse comme un «miracle économique». Selon une édition du très sérieux *Financial Times* datée du printemps dernier, en termes économiques, notre pays serait même «l'une des plus grandes réussites de la planète». Avec un taux de chômage qui ne dépasse pas la barre des 5%, une pole position mondiale en matière d'innovation et un titre de nation la plus compétitive au monde décerné par le World Economic Forum, la Suisse a, il est vrai, de quoi faire des envieux.

Tout serait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes? Pas tout à fait, à en croire les travaux menés par Jean-Marc Falter, maître d'enseignement et de recherche au sein du Département d'économie politique (Faculté des sciences économiques et sociales) et membre du Pôle de recherche national LIVES. Même au sein d'un pays aussi privilégié que la Suisse, le monde du travail demeure en effet un important vecteur de vulnérabilité, en particulier dans les moments clés que constituent l'intégration des jeunes sur le marché du travail et les épisodes de chômage.

QUESTIONNER LA FORMATION

«Ce que nous étudions de manière générale dans le cadre LIVES, c'est la façon dont les individus acquièrent et utilisent des moyens non matériels pour faire face aux accidents économiques, explique Jean-Marc Falter. Et le premier de ces moyens c'est naturellement la formation. Sachant que le système scolaire suisse a fortement tendance à reproduire les inégalités liées à l'origine sociale, une des questions qui nous intéressent au plus haut point est de déterminer dans quelle mesure le système de formation professionnelle est à même d'orienter les personnes selon leur capacité ou si, au contraire, c'est une machine à faire de la reproduction sociale.»

Les données du problème sont complexes. Notamment parce qu'il est difficile de se faire une idée claire des mouvements de fond qui traversent aujourd'hui le monde économique. Certaines études montrent ainsi que l'incerti-



Pour le moment, la mobilité professionnelle profite surtout aux personnes bien formées. En revanche, pour ceux qui sont moins qualifiés, tout changement d'orientation professionnelle engendre un coût très élevé.

tude concernant les parcours professionnels n'a guère augmenté au cours des dernières décennies. Globalement, l'ancienneté professionnelle dans les entreprises reste en effet plutôt stable, démentant l'idée selon laquelle il n'existe plus aujourd'hui d'emploi «à vie». D'autres travaux relèvent cependant que la structure des métiers connaît, elle, de profonds bouleversements.

«Le développement des nouvelles technologies et la mondialisation ont permis de réduire le coût de certaines opérations de façon radicale, précise

Jean-Marc Falter. Il existe donc toute une série d'emplois, en général de catégorie moyenne, qui sont en train de disparaître. C'est une évolution qui est inéluctable. Elle est positive dans la mesure où elle permet d'accomplir à moindres frais des tâches très répétitives. Mais, comme toute évolution, elle implique une adaptation des modes de vie, qui à son tour produit des gagnants et des perdants.»

A cet égard, il semble aujourd'hui légitime de se demander si un système de formation centré sur l'acquisition d'un métier en particulier constitue bel et bien une solution viable

ROSPÉRITÉ

à long terme. La formation professionnelle est certes très efficace pour l'insertion sur le marché du travail et elle offre en général dans les premières années une rémunération plus élevée que les formations dites supérieures. En revanche, les possibilités de progression sont faibles et les processus de reconversion sont souvent extrêmement délicats. «Lorsqu'on a exercé la même activité pendant vingt ou trente

tout le fait de personnes qui ont été bien formées et qui occupent les échelons supérieurs de la société. En revanche, dans les classes inférieures, on constate que tout changement d'orientation professionnelle engendre un coût très élevé.»

Aux yeux du chercheur, une des solutions pour sortir de cette impasse consiste à optimiser la formation de base afin que les individus ne commencent pas leur vie professionnelle avec un handicap qu'ils ne parviendront probablement plus à combler par la suite. Il importe également que cette formation de base permette aux jeunes de ne se fermer aucune porte et qu'elle soit donc organisée de façon plus souple que ce n'est le cas aujourd'hui.

«La clé, c'est de donner aux gens un maximum de compétences et des ressources durables qui pourront être utiles à long terme, comme l'apprentissage d'une langue, conclut Jean-Marc Falter. Mais surtout, il faut leur donner très tôt le goût et les moyens d'apprendre. Car dans ce domaine, il n'y a pas vraiment de seconde chance, il ne faut pas rater le train. Et celui-ci part très tôt, vers l'âge de 5-7 ans.»

LES RÉSEAUX DE LA RÉINSERTION

Connu pour être la variable ayant le plus fort impact sur la satisfaction personnelle, le chômage constitue l'autre grand centre d'intérêt du groupe conduit par le chercheur

genevois. Outre une enquête prévue auprès du personnel de plusieurs entreprises ayant récemment fermé leurs portes (qui devrait concerner environ 750 personnes), Jean-Marc Falter et son équipe suivront également ces prochaines années un groupe de 4200 Vaudois durant tout leur parcours au chômage. L'enquête mettra un accent particulier sur l'impact des réseaux sociaux en matière de réinsertion professionnelle. «Il existe aujourd'hui une abondante littérature scientifique sur les liens dits «forts» (à savoir les parents et les proches) et les liens dits «faibles» (les connaissances), explique Jean-Marc Falter. Notre objectif est, d'une part, de déterminer dans quelle mesure les individus qui se retrouvent au chômage ont conscience de l'importance que peuvent revêtir ces réseaux et, d'autre part, de mesurer l'effet réel de ces réseaux sociaux sur le retour à l'emploi. L'hypothèse étant que ces derniers sont d'autant plus importants que le niveau de formation des individus est faible.»

De nombreux indices semblent d'ores et déjà étayer cette idée. Il est, par exemple, avéré qu'en Suisse la façon la plus efficace de trouver un emploi n'est pas de passer par les petites annonces, mais de recourir au bouche-à-oreille. Et c'est d'autant plus vrai que l'on descend dans l'échelle des salaires. Un cadre mis à la porte de son entreprise sera en effet repêché par des chasseurs de têtes et n'aura sans doute nul besoin de faire jouer ses connaissances. A l'inverse, un contremaître qui cherche un ouvrier pour un chantier, aura tendance à se tourner vers ses employés pour trouver une personne de confiance.

LA RECETTE ALÉMANIQUE

Par ailleurs, il est également connu qu'il existe une grande différence dans le temps moyen passé au chômage entre la Suisse romande et la Suisse alémanique. «Toutes choses étant égales par ailleurs, les premiers y restent beaucoup plus longtemps que les seconds, explique Jean-Marc Falter. Cela veut dire qu'il y a quelque chose que les Alémaniques font mieux que nous. Et dans les faits, les enquêtes qualitatives dont nous disposons aujourd'hui sur le sujet montrent que nos compatriotes d'outre-Sarine font nettement moins confiance aux services publics de l'emploi pour retrouver du travail. On peut donc raisonnablement faire l'hypothèse qu'ils ont tendance à se débrouiller par eux-mêmes, en utilisant les ressources à disposition, à savoir les connaissances et les anciens collègues.» En d'autres termes, en matière de chômage, ce sont donc ceux qui en parlent le plus qui s'en sortent le mieux. ■



KEYSTONE

ans, il est très difficile de se recaser le jour où l'on n'a plus besoin de vous, complète Jean-Marc Falter. Si bien qu'aujourd'hui il y a de nombreuses personnes qui se trouvent littéralement piégées parce que le choix qu'elles ont fait jadis ne répond plus aux attentes du marché.»

Contourner cet écueil ne va pas de soi. Le rythme de l'économie n'étant pas celui du législateur, il est en effet particulièrement délicat d'anticiper dans ce domaine. «Nous sommes aujourd'hui face à une grande incertitude, concède Jean-Marc Falter. Ce que nous savons, c'est qu'à l'heure actuelle la mobilité professionnelle est sur-

«Aujourd'hui, il y a de nombreuses personnes qui se trouvent littéralement piégées parce que le choix qu'elles ont fait jadis ne répond plus aux attentes du marché»

UN DÉSORDRE BIEN RANGÉ

Une équipe du Pôle de recherche national LIVES a suivi durant trois mois, et jusqu'à leur expulsion, la vie de migrants ayant occupé les jardins désaffectés des Prés-de-Vidy à Lausanne

Trônant sur une table d'appoint, montée au milieu d'un terrain jonché de déchets, un ange doré contemple le campement de fortune qui l'entoure. Est-ce un ange gardien? Dans ce cas, son pouvoir protecteur n'est pas sans limites. En effet, le 30 mars 2012, dans les anciens jardins familiaux des Prés-de-Vidy à Lausanne, la Municipalité expulse ceux qui l'ont amené là, des squatters qui s'y sont installés au cours des six mois précédents.

Spécialiste des migrations et de la précarité, Nasser Tafferant a suivi les trois derniers mois de la vie de ce camp éphémère. Comme ce terrain est situé sur le chemin qu'il emprunte chaque jour pour se rendre à son travail, c'est assez naturellement que ce sociologue, membre du Pôle de recherche national LIVES, décide d'en faire un sujet d'étude. Avec Raul Burgos Paredes, assistant à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Lausanne, il a ainsi côtoyé les immigrants afin de comprendre leurs trajectoires de vie. Bien acceptés, une fois les réticences et la méfiance initiales surmontées, ils ont collecté des informations et des photographies qui ont nourri une exposition, *Living the Squat, Countdown of an Expulsion*, qui s'est tenue au mois de juin passé dans le hall d'Uni Mail à Genève*.

DES SQUATTERS DANS LES PRÉS

Les jardins des Prés-de-Vidy ont été fermés en été 2011 en prévision d'un vaste projet urbanistique qui comprend une dizaine de bâtiments d'habitation, un stade de football et une piscine olympique. Profitant de cette période de vacances, de nouveaux habitants, hommes célibataires, couples et familles, sont venus s'installer discrètement dans les cabanons abandonnés. En majorité venus de Roumanie, mais aussi de Colombie, d'Equateur, du Sénégal, du Maroc et même d'Espagne et d'autres pays d'Europe de l'Ouest, les squatters ont eu le temps d'organiser une vie familiale, sociale et économique.

«L'ange doré a siégé durant les trois mois que nous avons passés là-bas, explique Nasser Tafferant. Il a traversé toutes les intempéries de l'hiver. Pour la famille qui vivait là, ce n'est pas une babiole. Ce petit ange nu fait partie des meubles et les accompagne partout. Sa couleur dorée symbolise la fortune à venir.»

L'APPARENCE DU DÉSORDRE

Pour l'heure, cependant, les occupants des jardins des Prés-de-Vidy se contentent de peu de choses. *«La cuisine, par exemple, se borne à une table rudimentaire et quelques ustensiles, note le sociologue. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, c'est une cuisine aménagée, répondant aux besoins quotidiens des migrants. Le désordre n'est qu'apparent. Chaque ustensile possède une fonction précise et est rangé à sa place. Le thermos électrique sert de simple carafe (il n'y a pas de courant). Les chaises et la table, que l'on devine, sont placées avec soin sur un tapis, comme dans un living en plein air. C'est loin d'être un bazar.»*

Les cabanons de jardinage ont servi d'abri à une moyenne de 60 squatters. Des «relations de voisinage» ont été établies. Mais la solidarité n'est pas automatique, la méfiance est plus répandue. Les immigrants d'Amérique latine et les Sénégalais, qui ont transité par l'Espagne, se sont installés dans une même zone et ont beaucoup communiqué entre eux grâce à une langue commune. Du côté des Roumains, en revanche, plusieurs groupes se sont constitués. Un couple a même été tenu à l'écart, exclu par ses compatriotes.

«Les conditions de vie étaient rudes, se souvient Nasser Tafferant. Les migrants étaient inégalement exposés. Certains cabanons étaient bien isolés et il y faisait bon. D'autres masures en parpaing et en ciment suintaient l'humidité et le froid.»

Le terrain compte de nombreux déchets. En réalité, ce sont surtout des déchets de déchets. Les squatters ont mis à profit leurs ressources personnelles et leurs compétences pour exploiter au maximum les choses abandonnées. De ce point de vue, le squat est un véritable centre de recyclage, comme en témoigne, par exemple, un sapin de Noël fabriqué avec des tissus, des nappes et des couvertures récupérés. *«La vie continue, coûte que coûte», souligne Nasser Tafferant.*

MAL DU PAYS

Chaque jour, les squatters se rendent en ville. Certains mendient mais la plupart décrochent des petits boulots au noir. D'autres ont créé un garage à ciel ouvert, une famille fabrique des objets artisanaux et joue de la musique dans les rues. Un Français d'origine sénégalaise a même décroché un emploi légal dans une entreprise locale.

Il y est parvenu grâce à un camarade du squat qui, lui, n'était pas en règle avec ses papiers et sa situation de migrant.

L'argent ainsi gagné est en grande partie englouti dans l'achat de produits de première nécessité, très chers en Suisse. Le surplus sert à préparer le départ, une perspective toujours présente. *«Les décideurs politiques ignorent ce point capital, estiment Nasser Tafferant. En majorité, les squatters de Vidy, ayant perdu leurs illusions concernant l'hospitalité de la Suisse et souffrant du mal du pays, ne désirent qu'une seule*





Les Prés-de-Vidy, mars 2012.

chose: rentrer chez eux et rapporter le maximum d'objets qu'ils pourraient revendre dans leur pays. L'un des problèmes c'est que, contrairement à une idée reçue, la plupart des migrants que nous avons rencontrés n'ont pas de véhicules. Ils dépendent tous de passeurs, parfois prohibitifs, d'amis ou de membres de la famille possédant une voiture pour venir et repartir.»

En fait, de nombreux migrants ont organisé eux-mêmes leur départ avant que l'expulsion ne soit exécutée. Au moment de l'arrivée

des représentants de l'ordre, le 30 mars, il ne restait sur place plus qu'une trentaine de personnes, les plus vulnérables, c'est-à-dire les familles. Elles espèrent encore un ultime retournement de situation, comme il y en a déjà eu beaucoup par le passé – trois tentatives antérieures d'expulsion ont en effet échoué.

D'ailleurs, au dernier moment, les migrants se ruent avec toutes leurs affaires dans une serre – ayant abrité autrefois des cochons – située juste en dehors de la parcelle et sur

laquelle ils s'étaient discrètement renseignés. Il faudra une cinquième et ultime opération d'évacuation pour vider les lieux de ses habitants. A l'heure actuelle, ce dernier refuge ainsi que tous les cabanons des jardins des Prés-de-Vidy ont été détruits. Et les squatters ont fui vers d'autres cieux. ■

*La prochaine exposition est prévue à la rentrée 2012 à l'École d'études sociales et pédagogiques de Lausanne.
Informations: www.lives-nccr.ch/fr/expo